



Journée d'études de la Commission de Géographie politique et de géopolitique du CNFG

Territoires du "post-conflit" (Europe, Moyen-Orient, Afrique subsaharienne)

Vendredi 23 mai 2014 - Université Paris-Sorbonne

17, rue de la Sorbonne 75006 PARIS
Amphithéâtre Cauchy (escalier E ou F au 3^{ème} étage)

Programme

8h30 - Introduction

Elisabeth Dorier (LPED, Aix-Marseille Université) **Amaël Cattaruzza** (CREC Saint-Cyr, ENeC)

8h50 - Europe, les séquelles de la guerre

président de session François Grünewald

Barbara Loyer (IFG) – *De quelle « guerre » sort-on au Pays basque ?*

Florine Ballif (Lab'urba) – *Vers le démantèlement des peace lines à Belfast ?*

Guilhem Marotte (IFG) – *Stratégies violentes et non violentes d'une période de « post-conflit armé » : compétition pour le contrôle de l'espace communautaire dans le Belfast républicain*

Goran Sekulovski (Géographie-cités) – *Du « post-conflit » au « marquage de l'espace » : l'itinéraire identitaire en République de Macédoine*

Amaël Cattaruzza (CREC – ENeC) – *Bosnie-Herzégovine, Kosovo : les limites du « state-building » européen ?*

11h15 - Moyen Orient, construction et reconstruction territoriale du post-conflit

président de session Marc Lavergne

Fabrice Balanche (GREMMO) - *Liban, Irak et Syrie : des politiques de post-conflit qui nient la réalité territoriale*

Cyril Roussel (GREMMO) - *Emergence de nouvelles entités territoriales en période post-conflit. Des frontières introuvables (cas des Kurdes en Syrie et Irak)*

Lucas Oesch (GREMMO) - *Territorialités urbaines et mobilités de crise au Proche-Orient*

Daniel Meier et Julie Chapuis (Université d'Oxford, EHES) - *Entre territoire physique et territoire symbolique : le Sud-Liban en reconstruction(s)*

14h30- Afrique subsaharienne

président de session Didier Danet (CREC)

Axel Augé (CREC) - *Territoire, ethno-localisme guerrier et reconstruction de l'armée en RDC: l'exemple des chasseurs traditionnels « maï-maï »*

Hubert Mazurek et Elisabeth Dorier(LPED) - *Dynamiques territoriales du post-conflit et de la reconstruction, le cas du Congo Brazzaville ?*

Mathilde Joncheray (LPED) - *Le post-conflit "par le bas", rendre la parole aux "populations"*

Marc Lavergne (GREMMO) - *Soudan - les sorties de crise, ou comment continuer la guerre par d'autres moyens*

François Grünewald (URD) - *Post conflits dans les zones périphériques et à faible densité : le cas du Mali*

16h30 Table ronde : le post-conflit, bilan des approches comparatives

E. Dorier - A. Cattaruzza - M. Lavergne - F. Grünewald – B. Loyer - F. Balanche - D. Danet

Territoires du "post-conflit"

(Europe, Moyen-Orient, Afrique subsaharienne)

L'un des objectifs de cette journée est de contribuer, par l'approche comparative, à un positionnement de la géographie en tant qu'outil de lecture territoriale des périodes et des dynamiques de sorties de guerre, en fonction des contextes régionaux et locaux.

Parmi les modalités actuelles de "sortie de guerre", l'une des plus importantes est sans aucun doute la gestion par diverses institutions et organisations des situations de transition, qui sont qualifiées de "post-conflit". Mais le post-conflit des institutions internationales ne qualifie pas simplement la période suivant une guerre. Il s'agit d'une modélisation performative pour le phasage des interventions internationales (*urgence humanitaire, post-urgence, transition, reconstruction et développement etc.*) dans un objectif de résilience durable.

Dans cette perspective, la gestion d'un conflit ne s'achève pas avec des traités de paix et la fin des affrontements. Cette notion du « post-conflit », que nous voulons ici questionner, est devenue une catégorie de l'action, qui détermine toute une ingénierie d'interventions et de régulations. Ces dernières s'inscrivent dans les territoires à travers diverses tâches que sont les reconstructions physiques (bâtiments, infrastructures, réseaux) et politiques (*state building*) des régions dévastées, les opérations de maintien de la paix, la question du retour des personnes déplacées, ou encore à travers tout le travail souvent plus long et plus complexe de normalisation institutionnelle et de réconciliation des acteurs en conflits (processus de *peace building*, mise en place de tribunaux internationaux pour juger les criminels de guerre, travail de mémoire sur les conflits, entre autres).

La Banque Mondiale ainsi que l'Organisation des Nations Unies, et toutes ses ramifications (UNHCR, PNUD, etc.), sont en ce domaine des organisations particulièrement visibles et actives, orientant l'action de nombreuses institutions gouvernementales (Union Européenne, Etats-Unis) et non-gouvernementales (ONG humanitaires) également impliquées. Depuis les années 90, la multiplication des conflits intra-étatiques et des interventions internationales ont entraîné de nombreuses réflexions sur ces dynamiques de sortie de guerre, les acteurs et processus d'intervention, de financements. Mais les travaux de géographie en ce domaine qui abordent des restructurations territoriales dans ce cadre du "post-conflit" sont restés dispersés sur leurs différents terrains (Balkans, Moyen-Orient, Afrique subsaharienne, entre autres).

Plusieurs pistes s'ouvrent :

- Approche critique du cadre normatif international des interventions "post-conflit" par l'analyse de ses mises en œuvre dans le temps et dans l'espace et de ses logiques de ciblage.

Ce cadre d'action standardisé génère des flux financiers et des jeux croisés de bailleurs et d'opérateurs internationaux, chargés d'impacts territoriaux. Emergence d'une économie post-conflit, entretenant une situation d'exception au profit de certains acteurs. Différenciation entre des zones d'intervention et des zones délaissées, entre les groupes cibles (ex-combattants/victimes identifiées) et la masse des civils. Nouvelles inégalités et ruptures lors des passages de relais entre les acteurs aux diverses phases d'urgence, de reconstruction, de normalisation etc.

- Dimension militaire complexe du "post-conflit".

Celle-ci apparaît dans la difficile (re)construction de forces de sécurité et d'une armée neutres, surtout dans le cas de guerres « civiles », impliquant des milices, ou des groupes armés informels, dont l'avenir est posé au cours de la période d'après-guerre. Approche géographique des processus de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR) des combattants irréguliers.

- Analyse des stratégies géopolitiques du retour de l'Etat et de l'action publique nationale sur les différents territoires.

Elles s'opèrent aux niveaux du contrôle territorial, de la sécurisation, de la reconstruction physique, de la restructuration administrative, de l'aménagement de l'espace et de la gouvernance. Comment évaluer leur équité territoriale ? Comment s'articulent-elles avec les cadres internationaux ?

- Marqueurs territoriaux durables des conflits non résolus après les phases aiguës de crise.

Analyse des nouvelles pratiques et formes spatiales d'agrégation, de concentration, d'évitement. Frontières, barrières, no man's lands, zones grises, paysages symboliques (monuments aux morts, édifices religieux et identitaires, drapeaux, effigie ou statuts à la gloire des guerriers, etc.). Géographie des formes d'instrumentation du fait territorial/des identités.

- Apport des approches "par le bas" pour analyser l'impact des interventions post-conflit sur les populations. Au delà du postulat de cohésion communautaire, analyse de la diversité des stratégies socio-spatiales d'adaptation dans la survie quotidienne, ou de résilience et de reconstruction des capacités après les guerres et violences: relance des activités, mise en valeur de ressources locales, échanges, médiations sociales, réconciliations, vivre ensemble. Analyse des pratiques territoriales (déplacements quotidiens privilégiant des zones considérées comme sûres, entre autres) et des représentations géopolitiques issues des conflits, et plus ou moins entretenues par les populations.

- Question des déplacés et réfugiés

Déplacements pensés comme provisoires mais qui s'inscrivent dans la durée: à l'échelle locale, près des frontières, dans les villes et capitales et dans les pays limitrophes ou lointains. Ils génèrent de nouvelles territorialités régionales ou des dynamiques de diasporas. Problématiques du nettoyage ethnique, évolution des idéologies territoriales, et enjeux politiques, économiques, fonciers liés au retour.

- Hétérogénéité des évolutions territoriales : zones grises, marges dépeuplées, enclaves humanitaires ou territoires supports de recomposition sociale et de résilience : zones de refuge ou de colonisation, espaces patrimonialisés, pôles de relance, urbanisation ...

Nous proposons de faire un état des lieux des apports de la géographie à l'analyse du post-conflit autour de ces trois axes :

1/une approche critique par rapport aux cadres normatifs du post-conflit, et par rapport aux différents acteurs (étatiques, institutionnels, politiques, populations etc.) en jeu dans les situations de sortie de guerre

2/ une approche comparée, concrète et sensible à partir d'observations empiriques et d'études de cas précis, principalement situés en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne, mais des contrepoints proposés dans d'autres aires géographiques peuvent être retenus. Ces observations permettront de tirer des éléments de réflexions plus généraux, disponibles pour de prochaines études sur d'autres terrains.

3/ une approche de géographie active et participative, à travers la mobilisation de praticiens, et la prise en compte du retour d'expérience et des analyses des acteurs eux-mêmes.

Elisabeth Dorier (LPED, Aix-Marseille Université) **Amaël Cattaruzza** (CREC Saint-Cyr, ENeC)

Post-Conflict Territories

(Europe, Middle East, Sub-Saharan Africa)

*One of the aims of this meeting is to contribute, by a comparative approach, to the positioning of geography as a tool for a territorial reading of **post-war periods and dynamics**, according to regional and local contexts.*

*Among the current **modes of post-war reconstruction**, one of the most important is undoubtedly the management by various institutions and organisations of situations of transition, which are referred to as 'Post-Conflict'. But the post-conflict of international institutions does not only refer to **the period following a war**. It constitutes a powerful model for the phasing of international interventions (humanitarian emergency,*

post-emergency transition, reconstruction and development, etc.), with the aim of developing sustainable resilience.

From this perspective, the management of a conflict does not end with peace treaties and the end of hostilities. This notion of 'Post-Conflict', that we would like to **discuss** here, has become a category of action, which determines a whole system of intervention and regulation. These take the form in the territories of various tasks that include the physical (buildings, infrastructure, utilities networks) and political (state building) reconstruction of the devastated regions, peace-keeping operations, the issue of the return of displaced persons, or of the often longer and more complex tasks of institutional normalisation and the reconciliation of the participants in the conflict (peace building process, the setting up of international tribunals to judge war criminals, memory work on the conflict, among others).

The World Bank and the United Nations Organisation, with all its ramifications (UNHCR, PNUD, etc.), are organisations that are particularly visible and active in this field, providing focus to the actions of a range of institutions, whether governmental (European Union, United States) or non-governmental (humanitarian NGOs) that are also involved. Since the 1990s, the increase in intra-state conflicts and international interventions have given rise to numerous **studies** on the post-war dynamics, the actors and the processes of intervention and funding. But geographical studies in this field which go beyond territorial reconstruction in the Post-Conflict context remain dispersed among the various areas they deal with (Balkans, Middle East, Sun-Saharan Africa, among others).

There are several possible approaches:

- Critical approach of the normative international framework of the Post-Conflict approaches through analysis of its implementation in time and space and of the targeting rationale.

This standardised framework of action generates flows of funding and the interplay of international funding providers and operators, **with a high territorial impact**. Emergence of a post-conflict economy, sustaining an exceptional situation to the benefit of certain actors. Differentiation between the zones of intervention and the abandoned zones, between target groups (ex-combatants/identified victims) and the mass of civilians. New inequalities and breakdowns during handing over between the participants during the various phases of emergency, reconstruction, normalisation, etc.

- Complex military dimension of the Post-Conflict period.

This is apparent in the (re)construction of armed forces and of a neutral force, especially in the case of civil wars, involving militias or informal armed bands, whose future is framed during the post-war period. Geographical approach of the processes of Demobilisation, Disarmament and Reinsertion (DDR) of the irregular combatants.

- Analysis of the geopolitical strategies of the return of the State and of national public action in the different territories.

These operate at the level of territorial control, security-building, physical reconstruction, administrative reconstruction, redevelopment and governance. How should their territorial equity be assessed? How do they fit in with the international framework?

- Sustainable territorial markers of non-resolved conflicts after acute phases of crisis.

Analysis of new practices and spatial forms of aggregation, concentration and avoidance. Frontiers, barriers, no-man's-lands, grey areas, symbolic landscapes (war memorials, religious and identifying edifices, flags, effigies or statues to the glory of warriors, etc.). Geography of forms of instrumentation of **territorial realities** and of identities

- Contribution of down-up approaches to analysing the impact of post-conflict interventions on populations. In addition to the assumption of community cohesion, analysis of the range of socio-spatial strategies of adaptation in day-to-day survival, or of resilience and reconstruction of capabilities after war and violence: restarting business activities, valorisation of local resources, exchanges, social mediation, reconciliation, living together. Analysis of territorial practices (daily displacements giving priority to the

areas considered as safe, etc.) and geopolitical representations resulting from the conflicts and sustained to a greater or lesser degree by the populations.

- Question of displaced persons and refugees

Displacements considered as provisional but which become long-lasting: at local level, near frontiers, in the cities and capitals and in neighbouring or distant countries. They generate new regional territorialities or dynamics of diaspora. Problems of ethnic cleansing, **emergence of new territorial ideologies**, and political, economic and land-owning issues related to return.

- Heterogeneity of territorial changes: grey areas, unpopulated border areas, humanitarian enclaves or territories as supports for social recomposition and resilience: zones of refuge or colonisation, patrimonial areas, centres of redevelopment, urbanisation, etc.

We propose to undertake a survey of the contribution of geography to the analysis of the Post-Conflict **period** on the basis of a three-fold approach:

1/a critical approach in relation to the normative frameworks of the post-conflict period, and in relation to the various actors (states, institutions, political authorities, populations, etc.) involved in post-war situations.

2/ a comparative approach, practical and attentive, on the basis of empirical observations and specific case studies, mainly located in Europe, the Middle East and Sub-Saharan Africa, although counter-examples proposed in other geographical areas may be adopted. These observations will provide a basis for forming more general conclusions, available for future studies focused on other areas.

3/ an active and participative geographical approach, through the mobilisation of practitioners and taking into account feedback from the experiences and analyses of the actors themselves.

Elisabeth Dorier (LPED, Aix-Marseille Université) **Amaël Cattaruzza** (CREC Saint-Cyr, ENeC)

Bibliographie indicative

- Adam, J. 2010. "Post-Conflict Ambon: Forced Migration and the Ethno-Territorial Effects of Customary Tenure." *Development and Change* 41 (3): 401–419.
- Aschan-Leygonie C., 2000, « Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux », in *l'Espace géographique*, Tome 29 n°1, pp. 64-77.
- Baker, B and Scheye, E. 2007. "Multi-layered Justice and Security Delivery in Post-Conflict and Fragile States". *Conflict, Security & Development*, 7 (4) pp. 503-528.
- BANQUE MONDIALE, 2004, *Bosnia and Herzegovina Post-Conflict Reconstruction and the Transition to a Market Economy*, An OED Evaluation of World Bank Support, Washington, D.C., 106 p, <http://www.worldbank.org/oed>
- BANQUE MONDIALE, 2011, *Conflict, Security, and Development*, World Development Report 2011, 412 p.
- Ballif F., 2009, « Les *peacelines* de Belfast, entre maintien de l'ordre et gestion urbaine », *Cultures & Conflits* [En ligne], 73 | printemps 2009, mis en ligne le 30 mars 2010, consulté le 07 mars 2014. URL : <http://conflits.revues.org/17533>
- Braem, Y., 2005, « Militaires et humanitaires : concurrences et convergences en coopération internationale », *Hérodote* 1/2005 (n° 116) , p. 95-100. URL : www.cairn.info/revue-herodote-2005-1-page-95.htm.
- BRINKERHOFF W. D., 2005, « Rebuilding governance in failed states and post-conflict societies: core concepts and cross cutting themes », *Public administration and development*, N°25, pp. 3-14.
- BRUGIERE M. (dir.), 2005, *Les acteurs français dans le "Post-Conflict"*, Rapport de la commission "Crises, Prévention des crises et Reconstruction", 145 p., <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/054000665/index.shtml>
- Cambrézy L., 2001, *Réfugiés et exilés. Crise des sociétés, crise des territoires*, Éditions des Archives contemporaines, Paris, 216 p.
- Cattaruzza A. & Sintès P., 2011, *Géographie des Conflits*, Bréal
- Cattaruzza A., 2012, "Zones grises », interstices durables de la carte politique ? Relecture critique d'un concept géopolitique" *'Bulletin de l'Association des Géographes Français'*, mars 2012, pp. 104-120
- Cattaruzza A. & Sintès P., 2012, *Atlas géopolitique des Balkans*, Autrement, 98p.
- Cattaruzza A., 2014, *Atlas des guerres et conflits*, Autrement, 98p.
- Châtaigner Jean-Marc, Magro Hervé, dir., 2007, *Etats et sociétés fragiles: Entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala.
- Chaveneau-Le Brun, E. (2001), « Les personnes déplacées de Sarajevo : hypothèques pour un retour », in *Géographies et Cultures*, n°38, été 2001, L'Harmattan, pp. 103

- Collier P. Elliot L. *et al.*, 2003, *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*. World Bank Washington, DC, and Oxford University Press, 221p.
- Dorier E. et Joncheray M., 2013, « Territoires fragmentés et temporalités post-conflit : décomposition et recompositions territoriales entre guerre et paix en république du Congo », in GILLET P. (dir.), *Sortir de la guerre*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), pp. 113-126.
- Dorier E. et Morand E., 2012, « Accessibilité aux services de soins en situation post conflit, République du Congo », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°2, pp. 289-312
- Dorier E., Joncheray M., Morand E., Rouquier D. Marchand G, Mazurek H. , 2011, *Les dynamiques post-conflits au Congo Brazzaville : Territoires et temporalités du post-conflit et de la reconstruction - Accessibilité aux services de base en situation post-conflit - Faire la piste. Le Congo entre enclavement et grands travaux*. Série de 3 posters, Festival international de géographie de Saint Dié, <http://www.cndp.fr/fiq-st-die/2011/approches-scientifiques/expositions-scientifiques/lped-umr-151-universite-de-provence.html> -
- Joncheray M., Dorier-Apprill E., 2010, « L'éducation en crise au Sud du Congo-Brazzaville: quel réinvestissement de l'Etat ? », in *Education et conflit dans les pays du Sud : Les enjeux de l'offre de services éducatifs en situation de crise et d'après crise*, revue *Autrepart*, n°54, juin, pp. 97-118.
- Dorier -Apprill E., 2001, « Un cycle de guerres urbaines à Brazzaville », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 91, décembre 2001, pp 101-110.
- Dorier -Apprill E. , 2000, « Le rôle du politique dans la décomposition urbaine et territoriale, le cas du Congo » in *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du sud*, Les publications de la Sorbonne-PRODIG, p 155-170.
- Flint C., 2005, *Geography of War and Peace*, Oxford University Press
- Grünewald F, 1999, « Retour, réconciliation, réhabilitation, reconstruction », in LASSAILLY-JACOB V., MARCHAL J.-Y., Quesnel A. (éd.), *Déplacés et réfugiés : la mobilité sous contrainte*, Éd. ORSTOM, Coll. Colloques et séminaires, pp. 409-429.
- Grünewald F, 2007, « L'action humanitaire et les crises : que faire avant, que faire après? », in CHÂTAIGNER J.-M. et MAGRO H., *États et sociétés fragiles: entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala, pp. 426-433.
- Grünewald F. et Levron E. (dir.), 2004, *Villes en guerre, guerres en ville*, Karthala, Paris, 392 p.
- Imbs F., 1997, « Retours et reconstruction au Rwanda. Et pourtant ils vivent! », *Hérodote*, N°86/87, pp. 150-181.
- Joncheray M. 2013, *Vivre la guerre, construire la paix. Conflits et recompositions territoriales post-conflit dans les Pays du Niari (République du Congo)*. thèse de géographie, sous la dir. d'E.Dorier, Aix Marseille Université.
- Kirsh S. et Flint, C. (dir.), 2011, *Reconstructing conflict. Integrating War and Post-War Geographies*, Ashgate
- Muggah R., Bugnion C. et Maughan P., 2003, *L'ombre de la guerre : perspectives pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion en République du Congo*, Evaluation conjointe pour la Commission européenne, du PNUD et du Secrétariat du PMDR, 67 p.
- Vircoulon T., 2008, « La République démocratique du Congo : questions autour de la reconstruction post-conflit », *Afrique contemporaine*, n° 227, 3^e trim., pp. 17-22.
- IRC, 2007, IRC's approach to community-driven reconstruction, A basic primer for first generation programming designed for contextual adaptation, 36p. <http://www.sais-jhu.edu/cmtoolkit/pdfs/irc-cdr-manual.pdf>
- Lassailly-Jacob V., Marchal J.-Y., Quesnel A. (éd.), 1999, *Déplacés et réfugiés : la mobilité sous contrainte*, Éd. ORSTOM, Coll. Colloques et séminaires, 504 p.
- Lefranc S., 2006, « Pacifier, scientifiquement. Les ONG spécialisées dans la résolution des conflits », in Le Pape M., Simeant J., Vidal C., *Crises extrêmes, Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, La Découverte, Paris, pp 238-254.
- Pirotte C., Husson B., Grünewald F., 2000, *Entre urgence et développement*, Karthala, 243 p.
- Poulin B., 2004, *Ils nous avaient promis la paix. Opérations de l'ONU et populations locales*, Paris, Presses de science Po, Collection académique, 356 p.
- Pourtier R., 2003, « L'Afrique centrale dans la tourmente. Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour », *Hérodote*, n°111, 2003, pp. 11-39.
- Sanguin, A-L, Cattaruzza, A. et Chaveneau-Le Brun E. (dir.), 2005, *L'ex-Yougoslavie dix ans après Dayton*, L'Harmattan
- Toal G. et Dahlman, K., 2011, *Bosnia Remade. Ethnic Cleansing and its Reversal*, OUP, USA, 498p.

Barbara Loyer (IFG)

De quelle « guerre » sort-on au Pays basque ?

Au Pays basque l'ETA a tué 857 personnes entre 1959 et 2011, Un rapport du gouvernement autonome basque comptabilise 66 morts provoqués par trois groupes nationalistes espagnols successifs ou le GAL, piloté depuis le gouvernement socialiste des années 1980.¹ Les indépendantistes rajoutent souvent à la liste de leurs victimes les prisonniers morts en prison ou les membres des familles qui ont soufferts d'accident de transport en allant leur rendre visite loin du Pays basque. On ne se trouve donc pas en face d'une guerre, avec des fronts et des territoires, mais d'un long conflit auquel met fin la déclaration par l'ETA de la suspension de la lutte armée, le 20 octobre 2011.

Cette décision est le résultat de tractations à l'intérieur du Mouvement de Libération National Basque (MLNV) entre les tenants de l'usage du meurtre pour devenir indépendants et ceux qui voyaient dans le bulletin de vote une arme plus efficace. Les élections suivantes ont apporté une victoire éclatante aux seconds : le 20 novembre 2012 les indépendantistes basques (PNV et Bildu) recueillent la majorité absolue des votes² et des sièges.

Aujourd'hui l'ETA n'a toujours pas déclaré sa dissolution et poursuit sa communication médiatique sur la gestion d'une situation de transition qualifiée de "post-conflit" par une « commission internationale de vérification » composée d'étrangers prestigieux, par exemple Kofi Annan, et censée mettre en œuvre des interventions selon un phasage modélisé: négociations secrètes, conférence de paix, désarmement, comme si le Pays basque sortait d'une guerre. Pourquoi les terroristes basques ont-ils besoin de se conformer à ce modèle international de sortie de conflit, alors qu'il n'y a pas de régions dévastées, pas de personnes déplacées, pas de normalisation institutionnelle ni de *state building* à mettre en œuvre ? Seule la question de la réconciliation peut s'inscrire dans le canevas des sorties de guerre gérées au niveau international.

La communication s'interrogera sur le « théâtre de la guerre » au Pays basque, c'est-à-dire les représentations géopolitiques du conflit, et sur celui de la « paix », c'est-à-dire le contrôle légitime du territoire par la victoire électorale des indépendantistes immédiatement postérieure à la suspension des actes terroristes.

¹ Un informe de la Oficina de Víctimas del Terrorismo del Gobierno vasco, que encabezan Maixabel Lasa y José María Urquijo, encargado por el Parlamento vasco, ha contabilizado 74 actos terroristas de los grupos parapoliciales y de extrema derecha en el País Vasco en esa época, con un balance de 66 muertos. Los asesinatos del *otro terrorismo* fueron reivindicados por los GAL (24), Batallón Vasco Español (18), la Triple A (8), Grupos Antiterroristas Españoles (6) y otros

² PNV + Bildu : 660 554 voix. PS+PP+UPyD 363 338 voix.

Vers le démantèlement des peace lines à Belfast ?

A Belfast, l'espace urbain est ségrégué selon des lignes sociales et communautaires divisant nationalistes catholiques et unionistes protestants³. Des murs, appelés *peacelines* ou *peace walls* (lignes ou murs de paix) ont été installés dans la ville depuis le début des désordres civils jusqu'à la période contemporaine. En 1969, la première *peaceline* a été érigée par l'armée après de graves émeutes intercommunautaires. Ce dispositif s'est institué comme instrument de maintien de l'ordre et de gestion du conflit à l'initiative des forces de sécurité ; puis leur maintenance a été assurée par l'organisme en charge de la gestion du logement social, les structures étant situées sur ses terrains. Le paradoxe est que depuis la signature des accords de paix en 1998, ces murs se sont pérennisés et de nouveaux dispositifs ont été érigés, en raison de tensions persistantes.

En 2008, un débat public a mis en discussion la démolition des *peace lines*⁴. En septembre 2011, le *Belfast City Council* a lancé sa stratégie de démantèlement⁵. Mais les populations locales et plus encore les riverains sont réticents en raison de leurs craintes face à la violence persistante⁶. Fin 2011, des expérimentations dans les communautés locales ont eu pour résultat l'ouverture des dispositifs pour une période d'essai⁷. Généralement, les portails existants dans la structure sont ouverts pendant la journée par des employés municipaux. En janvier 2012 le Fond International pour l'Irlande a initié un programme pour les *Peace Walls* à destination des communautés qui souhaitent travailler à leur démantèlement⁸. En mai 2013, le *Northern Ireland Housing Executive* s'est engagé au retrait de toutes les *peace lines* par consentement mutuel à l'horizon 2023⁹. Suite aux études de faisabilité, des travaux sur quelques *peace lines* doivent commencer à l'été 2014¹⁰.

Cette communication visera à interroger les stratégies des diverses agences (Ministère de l'Intérieur, Ville de Belfast, *Northern Ireland Housing Executive*) dans le démantèlement des *peace lines* et l'effectivité des mesures envisagées. En effet, les interventions se limitent pour l'instant à une ouverture partielle pendant la journée et les projets de démantèlement envisagent des aménagements alternatifs (murets, jardinets) qui bien que moins imposants, pérennisent un marquage spatial différencié du territoire.

³ La division est d'ordre politique, sociale et religieuse : les groupes et les individus se nomment, indépendamment de leur pratique religieuse, en fonction de leur affiliation confessionnelle à l'un des deux groupes, catholique ou protestant, ce dernier rassemblant plusieurs églises (méthodiste, presbytérienne, anglicane notamment).

⁴ Tony Macaulay. ["A Process for Removing Interface Barriers: A discussion paper proposing a five phase process for the removal of 'peace walls' in Northern Ireland"](#) July 2008.

⁵ ["Belfast's peace walls may be set to tumble"](#). *The Irish Times*. 3 September 2011.

⁶ Jonny Byrne, Cathy Gormley Heenan, Gillian Robinson, Attitudes to Peace Walls Research Report to Office of First Minister and Deputy First Minister, University of Ulster, June 2012.

⁷ Noel McAdam. ["£2m to tear down Northern Ireland peace walls"](#). *Belfast Telegraph*, 18 January 2012.

⁸ ["Northern Ireland: Cash Boost For Plan To Bring Down Peace Walls"](#). *Huffington Post*. 1 January 2012.

⁹ ["Robinson and McGuinness want 'peace walls' down within 10 years"](#). *The Irish Times*. 10 May 2013.

¹⁰ Entretien avec Jennifer Hawthorne, NIHE, Belfast, 6 mars 2014.

***Stratégies violentes et non violentes d'une période de « post-conflit armé » :
compétition pour le contrôle de l'espace communautaire dans le Belfast républicain***

Les cessez-le-feu puis la signature du traité de paix de 1998 marquent le début d'une certaine « normalisation » de la situation nord-irlandaise marquée par trente années de *Troubles* (guerre civile). Dans cette situation de « post-conflit armé », la violence liée aux affrontements entre groupes paramilitaires et forces de sécurités britanniques a très largement diminué.

Mais cela ne signifie pas pour autant que ce type de violence a disparu. Il existe en effet de petits groupes, appelés dissidents républicains, qui s'opposent au traité de paix et considèrent toujours la lutte armée comme un moyen légitime de parvenir à l'unification irlandaise. Si les violences exercées par ces organisations restent faibles comparées à celles des *Troubles*, elles s'inscrivent dans un objectif de contre normalisation et de déstabilisation du processus de paix. Dans les quartiers populaires catholiques de Belfast, elles ciblent aussi certaines personnes perçues comme criminelles ou antisociales. L'influence du groupe paramilitaire sur la communauté et son espace est alors renforcée lui permettant ainsi de développer la lutte armée contre les forces de sécurités britanniques.

Ces groupes dissidents républicains se trouvent, dans ces mêmes quartiers de Belfast, en compétition avec le Sinn Féin qui a choisi une stratégie différente pour parvenir à l'unification de l'Irlande. Ancienne aile politique d'une IRA désormais désarmée, le Sinn Féin est partie prenante du processus de paix et partage le pouvoir au sein des institutions nord-irlandaises. Pour conserver son influence dans les communautés républicaines de Belfast, et limiter celle des dissidents, le Sinn Féin a utilisé l'intimidation et l'ostracisation des personnes s'opposant à lui. La très forte participation et implication des anciens prisonniers de l'IRA et des sympathisants Sinn Féin dans des associations communautaires locales permettent également au parti de promouvoir ses politiques et sa vision du républicanisme tout en permettant la restauration et le bon fonctionnement des services de l'état.

Du « post-conflit » au « marquage de l'espace » : l'itinéraire d'une reconstruction identitaire en République de Macédoine

Le processus de stabilisation en République de Macédoine a commencé avec l'Accord-cadre d'Ohrid (2001) dont le but déclaré était de mettre un terme au conflit latent, puis ouvert qui, sur plus de sept mois, venait d'opposer des rebelles albanais aux forces gouvernementales de sécurité, en engageant quelques réformes aussi fondamentales que simples : autoriser un plus grand usage officiel de la langue albanaise ; décentraliser l'administration par renforcement des pouvoirs municipaux ; octroyer à la partie albanaise une représentation proportionnelle au sein des institutions. Cet Accord-cadre d'Ohrid a corrigé, dans une certaine mesure, la démocratie majoritaire qui, dans le domaine des relations interethniques, neutralisait et niait trop souvent les difficultés des minorités et ignorait leurs besoins dès lors qu'ils ne pouvaient trouver de justification immédiate. Toutefois, lors de l'implémentation de l'Accord, un problème est vite apparu qui dépassait le simple cadre des difficultés pratiques : le concept même de l'Etat, comme espace public et civil, semblait menacé par le communautarisme. C'est cette traduction de la géographie/les identités, dans une situation du « post-conflit », sous une forme souvent politique, parfois administrative, toujours sociale, qui est l'objet de la présente contribution.

From "Post-Conflict" to "Marking the Space": the Identity Route Process of Rebuilding Identity in Republic of Macedonia

The process of stabilization in Republic of Macedonia begun with the 2001 Ohrid Framework agreement, intended to put an end to the conflict – at first latent, then open – which for seven months saw Albanian rebels opposed to government security forces. The Ohrid Agreement put in place several reforms as fundamental: authorizing a broader official use of the Albanian language, decentralizing administration by strengthening local power, and guaranteeing proportional representation in institutions to the Albanian part of the population. The Ohrid framework agreement corrected to some extent the majority democracy which in the domain of inter-ethnic relations had too often neutralized and eliminated the difficulties of minorities and ignored their needs since they could not find immediate justification. During the implementation of the agreement, however, a problem has quickly appeared which passes the simple level of practical difficulties: the very concept of the state as a public and civil space seemed menaced by communitarianism. It is this translation of a geography / identities in the context of "post-conflict" society into an often political, sometimes administrative and always social form, which is the aim of this paper.

Bosnie-Herzégovine, Kosovo : les limites du « state-building » européen ?

Malgré l'impuissance européenne à arrêter les guerres yougoslaves dans les années 1990, l'U E est devenue aujourd'hui un acteur majeur de la gestion de crise dans les Balkans. L'objectif de cette intervention est de s'interroger sur cette position originale de l'UE, qui est à la fois acteur du post-conflit, engageant des politiques d'aide à la reconstruction matérielle et politique des régions dévastées (state-building), prônant la réconciliation entre les populations et la coopération avec le TPIY entre autres, tout en étant également observateur et évaluateur de ces mêmes Etats dans le cadre des processus d'adhésion. Ainsi, les institutions européennes sont confrontées à une situation inédite dans les Balkans, puisqu'elles doivent contribuer à construire des Etats viables dont la vocation est d'être de futurs membres de l'UE.

Cette situation est d'autant plus visible dans les pays dans lesquels les situations post-conflictuelles ont abouti une forme de statu quo entre les belligérants, et à la mise en place d'impasses institutionnelles, comme en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Ces deux Etats restent aujourd'hui profondément divisés au niveau politique et administratif et ne subsistent de facto que sous pression internationale et sous protectorat européen. Le défi pour l'Union est donc important, dans la perspective d'un prochain élargissement à la région. Aussi, l'UE a expérimenté dans la région de nombreux outils de gestions de crise, dont l'efficacité doit être interrogée.

Liban, Irak et Syrie : des politiques de post-conflit qui nient la réalité territoriale

Liban, Irak et Syrie : des politiques de post-conflit qui nient la réalité territoriale

A l'égard du Liban et de l'Irak sommes-nous réellement dans une période de post-conflit ? Certes, la guerre civile libanaise est terminée depuis 1990, mais les affrontements ont repris avec le conflit syrien, quant à l'Irak ils n'ont pas vraiment cessés. Cela nous interroge sur le futur règlement du conflit syrien. En fait les trois conflits sont liés car il s'agit de guerres civiles communautaires rattrapées par la géopolitique régionale et internationale mais avant tout qui traduisent le refus de la coexistence. Le conflit ne résout rien, si ce n'est par l'épuration ethnique, qui rend plus homogènes certains territoires conflictuels et limite donc la reprise du conflit localement pour les déplacer ailleurs. Au Liban, comme en Irak, la politique de réconciliation post-conflit semble complètement ignorer cette réalité, reconstruisant les institutions dans une fiction d'unité nationale qui conduit au blocage récurrent des institutions. Sur le terrain par contre les sociétés organisent la partition.

L'objet de cette communication est double : d'un part le bilan des politiques post-conflits au Liban et en Irak, d'une part une prospective quant au post-conflit en Syrie.

Cyril Roussel (Ifpo Amman)

Emergence de nouvelles entités territoriales en période post-conflit. Des frontières introuvables (cas des Kurdes en Syrie et Irak)

Au Moyen-Orient, l'évolution des relations bilatérales (politico-diplomatique) des Etats de la région, l'alternance de conflits et de périodes de reconstruction, mais aussi la nature même des conflits (guerre-civile ; déstabilisation du pouvoir central ; instabilité et terrorisme ; guérillas) provoquent des phases d'ouverture et de fermeture des frontières étatiques. Les territoires qui les jouxtent sont les premiers à être impactés en période de conflit mais aussi à se redynamiser en période de conflit ou post-conflit : migrations forcées, trafics clandestins, infiltration de combattants depuis les pays voisins, arrêt/reprise des échanges commerciaux caractérisent ces territoires frontaliers.

En période de conflit ou post-conflit, les territoires se restructurent. Les plus exposés aux changements (temporaires ou durables) sont les espaces frontaliers. Parfois, on assiste au recul ou au retrait des autorités centrales de pans entiers du territoire national (Irak, Syrie). Et ce sont généralement les espaces de marge, les périphéries lointaines qui échappent, pour un temps plus ou moins long au pouvoir central. Ainsi, de nouveaux acteurs politiques, économiques peuvent alors prendre le relais dans ces zones. Un conflit débouche généralement sur de nouvelles entités territoriales reconnues ou constituées de fait, gérées par des acteurs issus de la période du conflit. En Syrie et en Irak, les conflits ont débouché sur des processus de construction d'un territoire par les Kurdes.

Je projette de travailler sur les frontières des territoires kurdes – en construction – en Syrie et en Irak, entités nées des conflits récents dans ces pays. Je m'interrogerai sur les processus de construction politico-identitaire de ces territoires, sur les phases de « reconfiguration » (destruction/reconstruction matériel ; changement de pouvoir et de gestion administrative) qui correspondent à une alternance entre périodes de conflits et périodes d'apaisement, mais aussi sur les difficultés de gestion qui se posent, et surtout sur les obstacles pour borner les nouveaux territoires dans des régions où limites territoriales ne peut coïncider avec la mixité des populations sur le terrain. Enfin, la mise en place de nouvelles frontières, comme les changements survenus le long de celles déjà existantes, interroge les dynamiques de l'espace au Moyen-Orient : comment se réadaptent les flux migratoires ? Comment se reconfigurent les échanges économiques ? Selon quelles logiques se développent les infrastructures territoriales et se construit l'aménagement du territoire ? Comment se négocie le partage de la gestion des territoires entre nouveau pouvoir régional émergent et pouvoir central toujours en place ?

Lucas Oesch (GREMMO)

Territorialités urbaines et mobilités de crise au Proche-Orient

Cette contribution s'intéresse aux territorialités urbaines générées par les mouvements de populations au Proche-Orient en période de conflit/post-conflit.

En premier lieu, la contribution porte sur les enjeux territoriaux représentés par le développement d'espaces « provisoires » comme les camps de réfugiés et les quartiers informels. En prenant comme exemple les quartiers et les camps palestiniens à Amman, elle analyse les pratiques d'aménagement de ces espaces urbains qui sont influencées par des facteurs à la fois locaux, nationaux et régionaux.

En deuxième lieu, la contribution aborde le cas de territorialités urbaines régionales mises en place par certaines catégories de citoyens circulant entre les centres urbains de la région. Dans le cadre de la crise syrienne actuelle, elle analyse la géographie des mobilités des personnes qui circulent entre Damas, Beyrouth et Amman.

Entre territoire physique et territoire symbolique : le Sud-Liban en reconstruction(s)

A la fin de la guerre de l'été 2006 qui a opposé le Hezbollah à l'armée israélienne, la résolution 1701 a renforcé la FINUL II et réintroduit l'armée libanaise sur le territoire méridional duquel elle avait été absente depuis la guerre civile. Au Sud-Liban, les deux forces armées coopèrent dans la gestion post-conflit, la FINUL devant appuyer le recouvrement de la souveraineté nationale libanaise. Dans cette perspective, un dispositif particulier a été mis en place par la FINUL depuis 2007 : des discussions techniques tripartites (incluant Israël) doivent permettre l'érection de marqueurs territoriaux durables, les *blue barrels*. Sensés délimiter la ligne de retrait de l'armée israélienne en mai 2000 (*blue line*), ces marqueurs territoriaux tracent, sans le dire, la frontière internationale entre deux États belligérants.

L'un des belligérants pourtant a été exclu de ce processus : contraint de se conformer, du moins visiblement, à la résolution 1701, le Hezbollah ne participe pas à l'élaboration de cette nouvelle géographie politique. Poursuivant son évolution structurelle entamée depuis 2000, il surinvestit le territoire méridional autrement, politiquement et socialement, preuve (s'il en faut!) que le Sud demeure un territoire symbolique de la Résistance. Entre territoire physique et territoire symbolique, nous verrons comment le Sud-Liban en reconstruction participe encore à redéfinir une identité nationale libanaise, au pluriel.

Mots-clés :

Sud-Liban, FINUL, Hezbollah, Armée libanaise, guerre de 2006, frontière physique/frontière symbolique

Territoire, ethno-localisme guerrier et reconstruction de l'armée en RDC: l'exemple des chasseurs traditionnels « maï-maï »

Comment reconstruire une armée nationale avec des « bandes armées » aux cultures militaires et aux traditions guerrières différenciées ? Le « brassage¹¹ » des ex-combattants en République démocratique du Congo suffit-il à remettre en cause les allégeances territorialisées et à rompre avec les réseaux de patronage des anciens chefs de guerre intégrés aux forces régulières congolaises ? Dans quelles conditions les membres des anciennes milices combattantes acceptent-elles de rendre les armes et d'intégrer l'armée alors que les centres de brassage¹² sont situés à des milliers de kilomètres de leurs villages remettant en cause leur capital guerrier ethno-local ? A partir d'une enquête de terrain réalisée en 2011 à Kinshasa, cette communication revient sur les obstacles socio-anthropologiques de la réintégration des chasseurs traditionnels « maï-maï » dans les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Elle étudie les obstacles à la reconstruction des forces de sécurité sous l'angle socio-géographique en examinant la cohabitation complexe du *capital guerrier ethno-local* des ex-combattants avec la culture militaire dans les forces armées régulières. Cette communication montre que la déterritorialisation des chasseurs traditionnels « maï-maï » induite par les dispositifs de réinsertion militaire comme le programme DDR 3 du gouvernement congolais, le passage par les centres de brassage des combattants et l'amélioration de la condition sociale du soldat soulèvent des inquiétudes sur l'issue de la sortie de crise et la fragilité de la reconstruction de la force armée en République démocratique du Congo (FARDC). Dès lors le processus de reconstruction post-conflit de l'armée se heurte tout autant à l'amélioration de la condition sociale du soldat qu'au sort réservé aux cultures guerrières territoriales.

¹¹ Le brassage est un des instruments de sortie de crise, avec l'amélioration de la condition du soldat, soutenu par la « communauté internationale » visant l'intégration des ex-combattants dans l'armée régulière.

¹² Le compte-rendu technique présenté fin décembre 2013 par le gouvernement congolais en vue du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR) des anciens combattants rebelles n'offre à ces derniers que peu de garantie de retour dans leurs foyers car les centres de brassage militaire comme ceux de Kitona (Bas-Congo), Kamina (Katanga) ou encore Kotakoli (Equateur) sont géographiquement dispersés et éloignés du Kivu.

Hubert Mazurek et Elisabeth Dorier - *Dynamiques territoriales du post-conflit et de la reconstruction, le cas du Congo Brazzaville ?*

Pendant presque dix ans après le dernier accord de paix (2003), la République du Congo est restée enlisée dans une gestion post-conflit peu efficiente, exogène, sectorielle et disparate, laissant de côté certaines zones très touchées et durablement marginalisées. Ce n'est que depuis deux ou trois ans que l'on peut observer une multiplication des projets de développement et le retour d'initiatives publiques de réhabilitation d'infrastructures et d'investissements qui visent à gommer les territorialisations conflictuelles. Les territoires abandonnés après les conflits sont désormais au cœur de nouveaux enjeux de recompositions administratives, spatiales, sociales, économiques, politiques et culturelles. Le retour de l'Etat et de l'action publique est au centre de ce dispositif à l'échelle locale; mais il vient interférer avec un empilement parfois incohérent de projets internationaux et des initiatives privées embryonnaires et dispersées, alors que les populations, très désorganisées, sont souvent peu aptes à accueillir ces initiatives.

Les projets publics semblent ambivalents, et surdéterminés par des stratégies géopolitiques à court terme dont les enjeux et impacts territoriaux posent question.

Les bailleurs internationaux et leurs ONGs prestataires sont mobilisés pour la mise en œuvre de programmes post-conflit, mais leurs ciblage et normes d'interventions renforcent parfois les disparités locales.

Dans un pays comme le Congo, le retour à la paix ouvre la voie à l'action spatiale spectaculaire mais ponctuelle de quelques investisseurs dans le secteur primaire (mines ou exploitation forestière) qui tendent, dans certains territoires, à suppléer l'Etat déficient dans ses fonctions d'aménagement, tout en renforçant la fragmentation territoriale.

De l'autre côté, les stratégies de survie et initiatives des populations continuent à jouer un rôle essentiel mais sont freinées par les carences ou le caractère sélectif des politiques publiques.

A partir d'une expérience d'expertise réalisée pour un programme d'appui à la reconstruction soutenu par la BAD au Congo Brazzaville (2011-2013), nous tenterons de montrer que l'analyse géographique des dynamiques territoriales aux échelles fines peut servir à comprendre les jeux d'acteurs et orienter les restructurations post-conflits pour aboutir à une meilleure résilience.

Des diagnostics territoriaux réalisés pour 36 villages dans 6 districts du Pool, de la Bouenza et de la Lékoumou, par le moyen d'enquêtes et d'ateliers participatifs, nous ont permis d'établir un recensement des problèmes sociaux, économiques et d'infrastructures, ainsi que des projets ou désirs exprimés par la population. Ce fut également l'occasion d'effectuer un travail de prospective sur la structuration régionale de pôles économiques, souhaitée par la BAD et les conseils départementaux dans le cadre de la nouvelle politique de décentralisation. Parallèlement furent analysés les projets d'infrastructures mis en place par l'État, dans le cadre de la municipalisation accélérée, et les initiatives privées en matière économique et infrastructure.

C'est la mise en perspective de ces diverses logiques que nous nous proposons d'exposer, autour d'une réflexion sur les dynamiques croisées entre acteurs et sur les impacts en matière de résilience territoriale.

Mathilde Joncheray (LPED) - *Le post-conflit "par le bas", rendre la parole aux "populations"*

Cette communication se propose de questionner les méthodes d'analyse et de recherche sur le post-conflit à travers notamment la constitution de données « par le bas », dans la mesure où un certain nombre de zones en conflit et en post-conflit sont confrontées à un manque récurrent de sources, notamment quantitatives, fiables. Les témoignages des habitants, réalisés après les conflits, constituent à la fois des données primordiales pour la recherche mais soumises à un certain nombre de biais dont il faut tenir compte (témoignages partiels des habitants, décalages temporels etc.). Trop souvent la parole des acteurs du conflit (victimes, milices etc.) est occultée au profit de la parole des acteurs du post-conflit (institutions internationales, ONG). L'approche « par le bas » consiste donc à rendre la parole aux populations.

Le traitement de ces données sera également évoqué : comment interpréter des données essentiellement qualitatives et non dénuées de biais, comment constituer une cartographie à partir d'informations qualitatives ? Comment faire ressortir en creux des informations à partir de données *a priori* hors sujet ou incomplètes ?

Le post-conflit n'appartient en effet pas seulement aux institutions internationales et aux États qui le promeuvent, il est une réalité quotidienne dans la vie de populations qui peuvent - et doivent- être prises en compte dans les analyses du post-conflit à travers le monde.

Cette communication s'appuie sur un travail de recherche réalisé entre 2008 et 2013 dans le cadre d'une thèse de géographie portant sur le post-conflit au Congo-Brazzaville.

Soudan - les sorties de crise, ou comment continuer la guerre par d'autres moyens

A partir de deux expériences d'intervenant dans des tentatives de sorties de crise au Soudan, comme conseiller politique et juridique de la Joint Military Commission pour le cessez-le-feu dans les monts Nouba en 2002, puis comme coordinateur du panel d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU au Darfour en 2006, mais aussi comme consultant pour Médecins Sans Frontières au Soudan et ailleurs, je tenterai comment les sorties de crise ne sont souvent qu'un moyen pour les protagonistes de continuer la guerre par d'autres moyens.

Il peut s'agir, stratégiquement, d'alléger le fardeau de la guerre et de parachever ses effets par une digestion pacifique du territoire convoité grâce à des projets de « développement » de préférence financés par l'aide internationale, ou de complaire à des acteurs internationaux sommés d'exercer des pressions par leur opinion publique, ou désireux d'obtenir des avantages et des garanties grâce à leur position de représentants de la « communauté internationale ». Les sorties de crise négociées ne sont en cela que le reflet d'un rapport de forces momentané entre protagonistes, sur le terrain, mais aussi et surtout, dans l'arène internationale, entre puissances concurrentes. Elles ne sont donc que des états temporaires préluant à une reprise des combats ou à l'anéantissement d'une des parties, à moins que des ressources nouvelles ne soient mises à disposition ou que des réformes ne soient entreprises en réponse aux revendications des forces entrées en rébellion.

Post conflits dans les zones périphériques et à faible densité : le cas du Mali

Sur la base de nombreuses missions au Sahel et au Nord Mali lors du Conflit depuis les années 90 et notamment tout un travail mené depuis Novembre 2012 sur le terrain, le présent article propose une analyse des enjeux post-conflit dans la bande sahéenne et notamment au Nord Mali. Le Nord Mali est encore en train de chercher à sortir d'une série de conflits qui ont induit de nombreuses souffrances, conduit à des déplacements à la fois internes et externes, et rappeler combien le contrat social entre l'Etat et ces zones périphériques, souvent à faibles densités, marginalisées, est fragile, mais au combien nécessaire. Faible densité veut en effet dire à la fois difficultés d'interactions, surcoûts particuliers liés aux distances et aux fréquentes grandes difficultés logistiques. Ceci veut souvent dire aussi marginalisation économique, voire politique de ces zones dans lesquelles le concept de « value for money » voudrait souvent dire « ne rien faire ». Les « zones à faibles densités » possèdent un certain nombre de caractéristiques qui en font des territoires très particuliers qui sont à la fois des zones où les coûts de transactions sont extrêmes, des régions dans lesquelles les caractéristiques de populations sont très particulières et enfin des espaces dans lesquelles les Etats centraux sont très souvent « défiés ». Il en résulte des processus post-conflit complexes, dans lesquels les enjeux de recréation de la confiance, ceux liés à la capacité de l'Etat central à démontrer son intérêt à ces zones marginales et à trouver des solutions adaptées à leurs caractéristiques naturelles et humaines seront clé au règlement durable du conflit.